



MARCHE DES LIBERTES

CONTRE LA LOI SECURITE GLOBALE

Samedi 16-01 à 10h30

BEAUVAIS - Place J Hachette

Ligue
des droits de
l'Homme



NOUVELLE MOBILISATION !

NON A LA PROPOSITION DE LOI SECURITE GLOBALE
Marche des Libertés contre les lois liberticides
Collectif « StopLoiSecuriteGlobale »

SAMEDI 16 JANVIER 2021
à 10h30 place Jeanne-Hachette à Beauvais

SAMEDI 30 JANVIER : RASSEMBLEMENT NATIONAL A PARIS

Rappel : La loi dite de sécurité globale conduirait à l'impunité pour les policiers coupables de violences (article 24) . C'est une loi d'exception qui prend sa place dans le cadre d'un climat sécuritaire et autoritaire installé par le pouvoir et qui tourne le dos aux principes démocratiques et de défense des libertés publiques. Vous avez été nombreuses et nombreux à vous mobiliser contre cette proposition de loi liberticide qui a été votée à l'Assemblée nationale et va désormais passer au Sénat. Les rassemblements organisés partout en France ont été un immense succès. Ce qui démontre l'intérêt des citoyen.ne.s pour nos valeurs démocratiques !

Poursuivons cette mobilisation d'autant que 3 décrets publiés dans le Journal Officiel du 4 décembre dernier, par le ministère de l'Intérieur, visent à renforcer sur de nouveaux critères le fichage des individus et des personnes morales ! Une mesure liberticide décidée en catimini. Malgré un recours initié par des organisations syndicales et le Gisti, et auquel la Ligue des droits de l'Homme était intervenue, ainsi que la section française de l'Observatoire international des prisons, la Quadrature du net et le Syndicat national des journalistes, le Conseil d'Etat a pris la décision de ne pas suspendre l'extension du fichage des militants !

De plus, dans le projet de loi « confortant les principes républicains » précédemment nommée « contre le séparatisme », l'article 18 reprendrait les directives de l'article 24 de la loi « Sécurité Globale » .

C'est pourquoi, tant que ces textes liberticides ne seront pas abandonnés, nous défendrons sans relâche nos libertés !

Comme précédemment, cet appel est lancé par un front départemental constitué d'organisations syndicales, d'associations et de partis politiques membres entre autres du collectif « Stop LoiSécuritéGlobale » et du collectif « Oise pour la Liberté d'Expression », notamment : ANACR Oise, Association France Palestine, Solidarité Beauvais, ATTAC, Le Cercle Condorcet de l'Oise, CGT Oise, FSU Oise, La France Insoumise, La Libre pensée, La Ligue des droits de l'Homme, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Solidarité Migrants,...